

## ISLAMISME ET PRINTEMPS ARABE

Fin novembre se tenait à l'ENS Debourg à Lyon un cycle de conférences sur le Moyen-Orient, dont la première, le mercredi 26, était menée par François Burgat, politologue et directeur de recherche à l'Institut sur le monde arabe et musulman d'Aix-en-Provence. Cette première conférence s'intitulait « Islamisme et printemps arabe ». De par ses nombreuses expériences en Libye, au Yémen ou encore en Syrie, François Burgat porte un regard intérieur sur les conflits qui traversent la région.

### \* Islamisme

L'islamisme est un ensemble d'idéologies fondées, à un niveau plus ou moins extrémiste, sur l'application des principes du Coran. Ces idéologies s'expriment dans des groupes politiques, dont l'apogée s'est justement déroulée au moment des élections post-printemps arabe, définit par F. Burgat comme « le mouvement qui réconcilie le discours politique et l'héritage de la culture islamique ».

L'islamisme se sépare en deux branches : les héritiers de l'ex-leader d'Al-Qaïda Ben Laden, principalement sunnites, et les héritiers de l'ex-meneur de la révolution iranienne Khomeïny, principalement Chiites.

L'islamisme mène très souvent aux développements de groupes terroristes extrémistes, désireux de voir la loi coranique, Charia, régner dans l'ensemble des pays arabes.

Les héritiers de Ben Laden sont bien entendu les plus connus en Occident, puisqu'ils évoluent sur l'arrière-plan du traumatisme du 11 septembre et menacent aujourd'hui directement la France avec Daesh.

Ceux de Khomeïny, bien que pas moins violents, sont nettement moins pris en compte et « diabolisés » dans nos contrées, parce qu'ils sont démographiquement moins nombreux : leur potentiel hégémonique semble peu important comparé au mouvement massif que représente par exemple l'Etat Islamique.

### \* Les révoltes du « Printemps Arabe »

La période appelée printemps arabe a commencé en décembre 2010 avec l'immolation d'un jeune homme par le feu dans une rue de Tunis, en signe de protestation contre les violentes répressions policières sous le régime de Ben Ali. S'en sont suivies une série de révolutions anti-dictatoriales : en Égypte contre Moubarak, en Libye contre Khadafi, en Syrie contre Bachar Al-Assad...

L'explosion de ces révoltes crée une « vague d'euphorie médiatique et populaire » en Occident : l'islamisme semblait bel et bien avoir disparu. Mais le regard occidental a surestimé cette petite frange de la population qui a mis en synergie la révolution. Très vite, les sondages, puis les élections arabes, ont prouvé le contraire (au total, 66% des voix en Egypte sont allées à un parti

islamiste). Pourquoi une telle ruée vers une idéologie notoirement extrémiste ? « Le vocabulaire musulman est revenu à la mode parce que les gens avaient l'impression de renouer avec la tradition musulmane ancestrale que le siècle des colonies avaient mis à mal », explique Burgat. De plus, il pense que les gens ont voté avant tout pour les candidats qu'ils connaissaient, sans se soucier nécessairement de leur idéologie. En tout cas, le printemps arabe a également calmé le jeu des extrémistes, en les forçant à se conformer aux règles des élections démocratiques. De plus, ces mêmes élections ont mis en lumière les nuances entre les différents courants islamistes et ont même créé des conflits entre eux.

« Aujourd'hui, cependant, continue Burgat, les gens ont tendance à euphémiser la formule politique arabe d'avant les révolutions, entre les années 70 et 2011, c'est à dire un régime dans lequel les institutions à l'origine des répressions étaient les mêmes que celles supposées être représentatives ». Il appelle cela les « institutions débrayées ».

### **\* L'Etat Islamique : quatre acteurs à l'origine de son expansion**

L'État Islamique en Irak et au Levant (acronyme Daesh en arabe) est apparu avant le printemps arabe, et était d'abord lié à Al-Qaida ; mais c'est en tant qu'opposants au régime dictatorial de Bachar Al-Assad à partir de 2013 que leur réelle expansion commence. Pour Burgat, quatre acteurs sont à l'origine de la menace qu'ils représentent aujourd'hui :

- Bachar Al-Assad. Pour lui, le dirigeant syrien avait intérêt à ce que ses opposants soient ultra-radicaux : « un tissu politique raccommodé, c'est dangereux ; mieux vaut un tissu politique divisé ». Le dominant Al-Assad a donc voulu favoriser les divisions. Qu'elles soient politiques, ethniques ou confessionnelles, l'objectif était le même : ne pas avoir un front dominant. Ainsi, au début du conflit syrien, il n'y avait pas de fracture confessionnelle, c'est le pouvoir qui semble l'avoir créée. Aujourd'hui, la question islamiste divise jusque dans les familles.

- Les occidentaux, en aidant les opposants à Al-Assad lorsqu'ils n'étaient pas encore aussi violents. De plus, selon Burgat, les autorités françaises laissent partir les gens qui s'appêtent à rejoindre le jihad, même en parfaite connaissance de cause, « afin de s'en débarrasser ou bien de tenter de les repérer ».

- Les Irakiens. Les populations irakiennes ont vécu l'intervention américaine ultra-violente pendant la guerre. Les sunnites ayant déjà alors un lien très ancré avec Al-Qaïda, lorsque les forces américaines ont été rapatriées, ils se sont tournés vers les islamistes.

- Les laissés pour compte. Tchétchènes ou arabes d'Egypte, de Tunisie, de Libye... ou même étrangers, convertis ou non, soutiennent et rejoignent l'État Islamique car ils sont insatisfaits de leur régime qui ne les représente pas.

Pour François Burgat, l'inconnu aujourd'hui est de comprendre la nature des relations établies entre l'État Islamique et les populations des pays arabes : soit l'avancée de Daesh créera un mouvement nationaliste qui le fera disparaître, soit de bonnes relations sont en train d'être tissées, auquel cas « une page majeure de l'histoire de la région est en train d'être tournée. »